

## JEAN-MICHEL SEVERINO

Gérant de Investisseur & Partenaire, membre de l'Académie française des technologies

Ils pensaient renoncer à la réalisation de ce projet avec ces gens-là. Quand nous leur en avons demandé la raison, ils nous ont répondu : "Nous avons été en partenariat pendant ces deux dernières années et ce partenariat compte beaucoup pour nous, mais les gars en Espagne sont dans une situation tellement difficile que nous devons les sauver, c'est la priorité." Ces propos datent de 2011. Voilà l'exemple d'une petite société sénégalaise qui vient au secours d'une PME espagnole. Cette anecdote nous révèle l'orientation que prend le monde et le fait que 2011 soit la première année où le PIB des pays non membres de l'OCDE sera plus élevé que celui des pays membres. La situation nous pousse aussi à chercher des moyens de sortir de la crise économique majeure qui frappe le monde de l'OCDE en accueillant de nouveaux partenaires.

Laissez-moi vous donner une brève explication. La relation qui a été nouée entre l'OCDE et les pays émergents est maintenant très difficile à maintenir en raison des énormes excédents de la balance des paiements accumulés pendant les trois ou quatre dernières décennies liés aux termes de l'échange défavorables, car entretenus à notre avantage et pour la croissance du PIB en Europe, par exemple. Comme nous le savons, ces balances commerciales ne sont pas durables, mais il est très difficile de trouver les moyens de les réduire pour résoudre nos problèmes de dette et de croissance parce que nos partenaires non membres de l'OCDE, en particulier la Chine et les économies de l'Asie orientale que je connais bien, auront beaucoup de mal non seulement à diminuer leurs excédents commerciaux ou de paiements, mais aussi à passer à l'étape où ils peuvent maintenir des déficits.

Nous ne pourrions pas ajuster l'économie mondiale si les pays à forte croissance n'entrent pas en situation déficitaire. Actuellement, ni la Chine ni l'Europe ne s'adaptent vraiment. Comme le prouvent les derniers rapports du FMI sur l'économie mondiale, les déséquilibres majeurs existants s'amplifient continuellement. Il va être très difficile pour l'Europe, par exemple, de passer en mode de dévaluation monétaire de l'euro, pourtant nécessaire à la stimulation de la compétitivité, simplement parce que les pays excédentaires vont continuer à alimenter nos devises avec leur argent.

Nous devons opérer un réajustement global qui va prendre des décennies s'il se limite aux relations économiques entre l'OCDE et les pays émergents. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'actuellement, les économies émergentes et l'OCDE représentent à elles deux environ la moitié de la population mondiale. Le reste, qui se chiffre à près de trois milliards de personnes, forme les économies non émergentes (ou en voie de développement), dont font partie les pays pauvres, et cette population atteindra six milliards dans les trente ou quarante ans qui viennent. Si vous vous penchez sur le rééquilibrage mondial, vous constaterez qu'il existe deux situations gagnant-gagnant pour l'économie mondiale. La première est que ces six milliards de personnes établissent des relations avec les économies émergentes qui ressemblent au type de relations qu'entretiennent les économies émergentes avec les économies de l'OCDE actuellement. Nous pourrions dès lors assister à un transfert important de l'industrie manufacturière faiblement qualifiée des économies émergentes vers ces pays en voie de développement, surtout si, dans une certaine mesure, les économies émergentes actuelles maintiennent des excédents vis-à-vis de l'OCDE, mais aussi des déficits vis-à-vis de ces nouvelles économies, elles-mêmes étant en situation déficitaire vis-à-vis de nous, les pays membres de l'OCDE.



Ce serait un moyen de rééquilibrer l'économie mondiale. Une autre option serait que cette importante partie du monde – c'est-à-dire sa majorité – s'engage dans un processus de croissance essentiellement orienté vers le marché intérieur. C'est le type de croissance que nous avons étudié en économie à l'université il y a trente ou quarante ans, et c'est le mode de développement que le monde devrait adopter. Vous croissez, vous investissez et vous entretenez des déficits vis à vis du reste du monde. Ce type de processus économique ne s'est pas produit depuis près d'un demi-siècle. Au contraire, ce sont les modèles axés sur les exportations qui se sont révélés extrêmement fructueux.

Si cette très grande partie du monde réussit à élaborer un nouveau type de développement, cela favorisera largement le rééquilibrage de l'économie mondiale. La place de l'Afrique est au cœur de la question. Dick, vous avez commencé par le sujet de la démographie. L'Afrique va atteindre une population d'un milliard huit et probablement plus dans les trente années qui viennent. La deuxième nouvelle, c'est que la croissance a repris. Au cours de la décennie passée, l'Afrique a connu un taux de croissance supérieur à cinq pour cent par an. Si cette tendance se maintient pendant les trois décennies à venir, ce qui est bien sûr une hypothèse théorique, à un moment donné entre 2040 et 2050 l'Afrique sub-saharienne aura un PIB absolu équivalent à celui de la Chine actuelle.

Nous parlons de chiffres pertinents et cruciaux pour rétablir l'équilibre global. Je parle de l'Afrique, bien sûr je ne parle pas du Pakistan, du Bangladesh, de l'Indonésie et de tous les nouveaux et futurs géants de l'Asie de l'Est ou du Sud qui n'ont pas encore vraiment entamé ce processus de passage vers une économie émergente. Les questionnements sur notre avenir, qui étaient considérés jusqu'à présent comme éthiques et sociaux, deviennent soudain décisifs. Je les ai analysés dans mon livre coécrit avec Olivier Ray. Merci, Dick, de l'avoir mentionné.

La croissance de l'Afrique va-t-elle se poursuivre? Il est très important de s'arrêter sur cette question mais je ne m'y attarderai pas tout de suite car je pense que nous y reviendrons ultérieurement lors du débat. Je voudrais souligner les raisons objectives de la récession que l'Afrique a malheureusement connue durant ces trois dernières décennies. Son processus d'ajustement structurel a été extrêmement dur et il y a de nombreuses leçons à en tirer pour comprendre le même processus en Grèce, en Espagne, en Italie, et peut-être en France et dans d'autres pays. Bien des erreurs ont été commises dans le processus d'ajustement de cette partie du monde.

Des raisons objectives expliquent la longueur et la gravité de cette récession. Dans une certaine mesure, les connaître nous amène à comprendre pourquoi le développement de la croissance actuelle de l'Afrique sera durable. Elles sont liées au changement des politiques macro-économiques et au désendettement de l'Afrique. Ce continent est actuellement le moins endetté du monde grâce au dividende démographique qui va devenir un moteur de la croissance pendant environ 70 à 80 ans. C'est la fenêtre d'opportunité démographique la plus ouverte et la plus bénéfique jamais connue dans l'histoire humaine.

Ces facteurs vont hisser le continent africain à un niveau absolument inimaginable au regard du passé mais aussi par rapport à la façon dont nous voyons l'Afrique depuis des décennies. La compassion, l'éthique, le social, la négligence bénigne de l'économie, les finances et d'autres facteurs ne seront bientôt plus pertinents pour discuter de l'avenir de l'Afrique dans les années à venir.

Je terminerai sur cette remarque. Tandis que nos gouvernements se concentrent sur la gestion quotidienne de la crise financière, sur la réglementation des institutions financières et ainsi de suite, il faut au plus vite et via un groupe de réflexion commencer à s'attaquer aux problèmes à plus long terme, tels que la compétitivité mondiale, celle de l'OCDE et de l'Europe, entre autres; mais aussi le problème du rapport au monde et le type de grandes macro-réglementations qui doivent être encouragées afin de nous sortir de la crise et de résoudre les problèmes de croissance auxquels nous sommes confrontés, au lieu de penser seulement à l'endettement financier qui nous hante à l'heure actuelle, à juste titre.

Pour conclure, aborder ces questions de rééquilibrage mondial n'a rien de théorique. Rappelons-nous que dans les années 1970 et après le premier choc pétrolier on parlait beaucoup du refinancement par le recyclage des pétrodollars. Accessoirement, ce recyclage a eu pour effet, entre autres, le surendettement de certaines des économies émergentes, notamment en Amérique Latine. Nous savons que les grandes solutions d'aujourd'hui pourraient échouer aussi, et qu'il faut donc analyser la situation et en discuter de façon dynamique et sérieuse. Je vous remercie beaucoup.